

## Des médecins en grève assignés à résidence au Burundi

PANA, 11/05/2009 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a décidé, lundi, d'assigner à domicile tous les médecins du secteur public en grève, au premier jour de leur mouvement de déblayage sans service minimum, a-t-on appris de source officielle à Bujumbura. La grève dure depuis bientôt deux mois et se passait jusque-là avec un service minimum réservé, notamment, aux accident s graves, aux femmes nécessitant une césarienne pour accoucher ainsi qu'aux malades en réanimation.

L'arrêt du service minimum a été décidé samedi dernier après l'échec des négociations entre le gouvernement et les principaux syndicats des médecins généralistes et spécialistes qui revendiquent de meilleures conditions de salaire et de travail. Un comité de crise s'est aussitôt réuni et décidé d'une série de mesures de représailles contre l'arrêt total des prestations des médecins dans les hôpitaux publics, est venu annoncer à la presse, le porte-parole et Secrétaire général du gouvernement, Philippe Nzobonariba. "Le gouvernement a décidé que la grève se passera désormais à domicile et qu'il est strictement interdit aux médecins de l'Etat en grève d'offrir leurs prestations aux hôpitaux et cabinets médicaux privés", a-t-il dit. Les responsables de ces hôpitaux et cabinets médicaux privés ont été pri s de faire respecter ces instructions jusqu'à la fin de la grève des médecins de l'Etat. Le gouvernement a, en outre, invité le président du Conseil de l'Ordre des médecins à sortir de son silence en tant que garant au premier chef du respect de l'éthique et de la déontologie des médecins. L'Etat burundais dit avoir pris ces différentes mesures après avoir constaté que les efforts consentis de sa part lors des négociations avec les syndicats des médecins ont été vains. D'après toujours M. Nzobonariba, le gouvernement avait accepté de relever le salaire des médecins de 150.000 à plus de 450.000 Francs burundais (de 150 à 400 dollars US), soit une augmentation de plus de 150%. Aux yeux du gouvernement, la grève n'aurait rien à voir avec de simples revendications salariales, mais au contraire, "cette grève vise à torpiller et saboter le programme du gouvernement d'offrir et assurer des soins gratuits aux enfants de moins de cinq ans et aux mères qui accouchent", a-t-il encore fustig  l'attitude des médecins. Le ministre de la Santé publique, de son côté, est également intervenu, lundi, dans les médias, pour annoncer l'arrivée au Burundi de 17 médecins nigériens, mais qui n'auraient pas été invités pour casser la grève des personnels soignants locaux. Le secteur de la Santé publique nationale souffrait d  de la fuite massive des cerveaux vers l'étranger à la recherche de meilleures conditions de salaires et de travail.